Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 41 (1991)

Heft: 3

Buchbesprechung: Le gouvernement de la Terreur. L'année du Comité de Salut public [Robert R. Palmer]

Autor: Aguet, Jean-Pierre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

l'emprunt, au moins apparent, de problématiques inspirées de Cicéron ou de Sénèque soit le choix de formes d'écriture particulièrement pratiquées par les humanistes, quitte à y contester l'ordre des valeurs humanistes par des ruptures surprenantes, acquérant ainsi la qualité d'un «porte-parole d'une tradition humaniste bien spécifique au sein du républicanisme classique». Si Q. Skinner n'a pu développer son propos soit sur l'«intentionnalité» qui a pu présider à l'élaboration des œuvres politiques expliquées soit sur les caractères de celles-ci comme «actes performatifs illocutoires» au sens de la terminologie de J. L. Austin – «performance de parole, dit une définition[4], étudiée par rapport au contexte de l'interlocution, à la situation concrète et conventionnelle du discours dans laquelle la parole acquiert, au delà de son sens, une certaine force d'énonciation (force d'investissement, d'engagement, de supplication, d'ordre, etc.)» – il a pu, en revanche, illustrer sa préoccupation de «soutenir que les aspects les plus originaux et les plus créatifs» de la conception de Machiavel «deviennent plus compréhensibles comme autant de réactions polémiques – et parfois satiriques – à l'ensemble des valeurs dont il fut l'héritier et auxquelles il continua fondamentalement à souscrire». Ceci en fonction d'analyses très précises des textes machiavéliens en montrant que, dès la période active au service de la République, Machiavel a déjà accumulé l'essentiel de ses réflexions politiques dans ses rapports de légation sinon dans sa correspondance, toutes données qui ne seront que reprises et développées dans les phases suivantes: «conseiller des princes» avec *Le Prince;* «philosophe de la liberté» avec les *Discours;* «historien de Florence» avec les *Histoires florentines.* L'étude des notions et thèmes essentiels est entreprise, aussi développée qu'il est possible dans un cadre aussi restreint, et centrée principalement sur le jeu corrélatif des notions de *fortuna* et de *virtu,* cette dernière étant largement «travaillée» sans pourtant que Q. Skinner juge utile de noter qu'elle n'implique pas que des modalités de comportement et de tempérament individuelles pour un prince, collectives pour le peuple, à commencer par la capacité de s'adapter aux variations de conjoncture, mais aussi des qualités de compétence pour ainsi dire techniques – formation militaire, législation. De même exagère-t-il peut-être sur la préoccupation, qui devrait être dominante pour princes ou cités, d'atteindre à la gloire et à la grandeur, alors que Machiavel semble plutôt insister, acquisition du pouvoir faite, sur le souci primordial – *mantenere lo stato* – et sur le jeu sur les «images», adéquat, qui doit permettre de réussir. On pourra aussi regretter que l'auteur n'ait pu qu'être allusif soit sur l'importance structurelle de l'opposition *grandi/populo,* soit sur la notion que se fait Machiavel de la condition humaine, nature constante, non susceptible de changer, soit sur la problématique non moins importante des *ordini antiquati / ordini nuovi.* Dès lors, doit-on peut-être suivre l'indication du postfacier: lire Q. Skinner comme une sorte d'introduction à l'important travail de Claude Lefort, si précisément lucide dans la lecture de Machiavel[5].

Lausanne *Jean-Pierre Aguet*

4 SHOSHANA FELMAN, *Le Scandale du corps parlant. Don Juan avec Austin ou la séduction en deux langues,* Paris, Editions du Seuil, 1980, p. 21 (cité par Michel Plon, postface, p. 155).

5 CLAUDE LEFORT, *Le Travail de l'œuvre. Machiavel.* Paris, Gallimard, 1972, 783 p. («Bibliothèque de philosophie»).

ROBERT R. PALMER, *Le Gouvernement de la Terreur. L'Année du Comité de Salut public.* Préface de FRANÇOIS FURET. Traduit de l'américain par M.-H. DUMAS. Paris, Armand Colin, 1989. 361 p. ISBN 2-200-37164-0.

Il a fallu le bicentenaire de la Révolution française pour qu'un ouvrage écrit en 1940, publié en 1941 sous le titre *Twelve who ruled*[1], plusieurs fois réédité depuis en pays

1 *Twelve who ruled. The year of the Terror in the French Revolution.* Princeton University Press, 1941; réédité une première fois en 1969.

anglo-saxons, reconnu très tôt comme un «classique», soit traduit en français, malheureusement pas toujours avec l'exactitude qui serait de mise. Or, l'auteur, dans une préface datant de 1970, disait déjà qu'il ne s'agissait pas d'un livre nouveau et que, tant au plan du récit que des données biographiques, il était *«old fashioned»*. Dès lors, que dire aujourd'hui d'un livre ainsi situé sinon que, gardant des mérites éminents en dépit de son âge, en raison du point de vue et du mode d'écriture adoptés par l'historien américain dont c'était la première œuvre importante, il demeure un ouvrage de grand intérêt, à conseiller, ayant acquis de plus cette valeur, tout de même relativement rare, d'une pièce, d'un objet historiographique distingué, qui fait date, et qui porte témoignage d'une certaine façon d'outre-Atlantique de faire de l'histoire française, tout en étant un écrit visiblement rédigé en parallèle et sous l'influence des événements de 1940 en Europe, dictature hitlérienne et défaite de la France notamment? En effet, dans ce livre qu'il a voulu destiné à un public éclairé et ne relevant pas des exigences strictes d'un travail universitaire, savant *(technical scholarship)* – cf. l'absence de toute note indépendamment d'une bibliographie sommaire, qui était commentée dans l'édition américaine, et d'un index repris dans l'édition française – l'auteur a entendu écrire l'histoire de ce qu'on est convenu d'appeler le «grand» Comité de Salut public – de septembre 1793 à juillet 1794 – en établissant le «portrait collectif d'un groupe» dans son fonctionnement quotidien en suivant la chronologie. Livre qui demeure d'une lecture passionnante, même si naturellement certaines données prêtent à discussion ou devraient être corrigées: il n'en reste pas moins que la thèse de R. R. Palmer tend à montrer combien les circonstances, malheureuses ou heureuses, à l'intérieur ou dans la guerre constituèrent une pression constante face à laquelle les membres du C.S.P. – qui ne siégèrent pratiquement jamais ensemble – durent faire face avec les moyens du bord, en venant à exercer une dictature collective, collégiale, tout en cherchant vainement à organiser une république nouvelle, démocrate, et inventant des politiques successives pour tenter de résister à un mouvement général, politique, social, guerrier, sous ses aspects divers, qu'ils ne purent maîtriser, la pression de la guerre entraînant, dès avant la constitution du «grand» Comité, le recours à la levée en masse, à l'armée révolutionnaire de l'intérieur, à la terreur.

Discutant souvent les thèses d'historiens français – Aulard, Sorel, Mathiez, G. Lefebvre – et anglo-saxons, R. R. Palmer a découpé son travail en trois grandes phases qui, d'ailleurs, se chevauchent, chacune articulant un rappel chronologique et le développement de thèmes essentiels à la compréhension de cette période d'une complexité rare, si l'on cherche à la saisir globalement, l'auteur ayant de plus cherché à décrire la dynamique de groupe qui joua: la part de chacun si on peut la préciser, mais surtout le travail politique en groupes restreints – on n'ose dire en équipe – avec les oppositions de tendances telles qu'elles peuvent être repérées en fonction des sources exploitées. L'une traite – à la fin de 1793 – de la progressive mise en place du gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix, la terreur étant à l'ordre du jour liée à la formation de l'armée révolutionnaire, aux premières victoires de l'automne, aux «complots de l'étranger», jusqu'à la loi organisatrice du 14 frimaire an II. Une deuxième, en parallèle au développement de la déchristianisation et aux conflits multiformes avec les oppositions, porte principalement sur les missions de membres du C.S.P. en province, Couthon en Auvergne, puis à Lyon, Saint-Just en Alsace, Jean Bon Saint-André et Prieur de la Marne dans la France de l'ouest. Une troisième partie traite de la demi-année 1794 qui vit l'élimination terroriste des hébertistes et des dantonistes, la tentative d'économie dirigée des *maximums,* la politique de Ventôse, inappliquée sinon inapplicable, et les nouvelles victoires de juin 1794, mais aussi la multiplication des décisions autoritaires qui firent perdre au Comité, très tôt déjà, le soutien populaire, la dictature devenant moins nécessaire, moins légitime.

Lecture faite, on retiendra que, pour l'auteur, l'enjeu de cette période ainsi marquée par une dictature singulière, fut l'essai de construire une démocratie – celle du «suffrage

universel» et d'une «égalité économique croissante» par opposition à celle des «libertés individuelles et du gouvernement représentatif» – posant ainsi une «question fondamentale», alors que la nation était «levée en masse et remuée jusqu'au plus profond d'elle-même par des chefs voués à un vaste programme de réformes pour changer le monde». Et R. R. Palmer d'ajouter – texte de 1940, rappelons-le –: «Ce sont des problèmes que le XXe siècle peut comprendre», la Révolution française étant «la croisée des chemins qui ont mené aux Etats démocratiques et anti-démocratiques.» D'où, pour l'auteur, une «satisfaction, ironique, à constater que les méthodes révolutionnaires utilisées aujourd'hui pour renverser la société démocratique avaient jadis été utilisées pour la faire naître et qu'à l'époque, ce ne furent pas ces méthodes-là qui réussirent».

Lausanne *Jean-Pierre Aguet*

STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU, *1870. La France dans la guerre.* Préface de JEAN-JACQUES BECKER. Paris, Armand Colin, 1989. 420 p. ISBN 2-225-37165-9.

Dès le titre l'auteur annonce l'objet de son étude: établir non l'histoire de la Guerre franco-allemande de 1870–71, mais bien plutôt comment les Français «vécurent» cette guerre, il est vrai, un peu oubliée parce que peu comparable aux conflits mondiaux du XXe siècle. D'où une triple interrogation sur: – les conditions matérielles et morales auxquelles furent soumis les Français dans le «temps court» de ces six mois de guerre; – la question, «complexe et pourtant décisive», des effets de la «résolution patriotique» qui, dès le début et tout au long du conflit, émergea pour connaître des formes diverses; – les caractères «techniques» même du conflit. Pour y répondre, l'auteur a fait essentiellement recours à l'exploitation approfondie, outre de la littérature et des sources publiées sur le sujet, de correspondances administratives, civiles et judiciaires, d'archives militaires, faisant notamment état de témoignages de combattants, et naturellement de la presse.

Dès lors, on découvre, sinon on décrypte, selon un découpage chronologique fin, au travers d'une accumulation d'indices sur les variations, phase à phase, de perceptions d'événements, d'opinions et d'attitudes, le vécu, complexe, touffu, plein de contradictions et de paradoxes, d'un peuple pris dans deux guerres successives: – la guerre dite de l'Empereur, si l'on suit une certaine vision républicaine née immédiatement; guerre non souhaitée, même s'il y avait depuis 1866 une hostilité antiprussienne manifeste, cependant acceptée comme nécessaire de par une sorte de mutation des sentiments et des comportements, surprenante, inquiétante de ce fait; – la guerre de la République, née d'une révolution non violente, et qui s'acharne à réaliser, sans y parvenir, sa mission première de défense nationale; guerre devenue, de nécessaire, inévitable, de résistance sinon de salut public d'une nation avec ses corollaires d'actions voulant rappeler le patriotisme jacobin de 1792–93, mais aussi 1814, toutefois sous des formes de pratiques guerrières modernisées. D'où une première vision pour ainsi dire impressionniste des phases contrastées de cette courte et tragique tranche de vie collective; vision due à cette abondance exceptionnelle de témoignages cités à l'appui des énoncés de résultats de recherche, témoignages des changements inégalement rapides selon les lieux, des opinions publiques, fonction des rythmes mêmes de la guerre.

Cependant, par une écriture bien ordonnée, l'auteur a réussi à dominer l'extrême complexité de son «terrain», notamment en faisant jouer des grilles d'analyse qui permettent de saisir au-delà du papillotement apparent inévitable de toute étude d'opinion publique, les tendances dominantes parmi des comportements multiformes, à leurs niveaux et moments respectifs, à commencer par ceux de la situation de guerre, toujours présente, qui coupe la France entre une zone d'occupation qui s'accroît avec l'avance allemande et une zone qui, si elle est épargnée par la guerre, n'échappe